

Quelles luttes pour les jeunes féministes ?

Statu Quo ? Le combat inachevé du féminisme au Canada, de Karen Cho, Canada, Office national du film, 87 min.

Attention féministes !, de Rozenn Potin, Canada, Office national du film, 50 min.

Catherine Dussault Frenette

Numéro 247, hiver 2014

Féministes ? Féministes !

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71101ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dussault Frenette, C. (2014). Quelles luttes pour les jeunes féministes ? / *Statu Quo ? Le combat inachevé du féminisme au Canada*, de Karen Cho, Canada, Office national du film, 87 min. / *Attention féministes !*, de Rozenn Potin, Canada, Office national du film, 50 min. *Spirale*, (247), 41–44.

légitimité à l'égard de leur sexe/genre qui est dénié aux femmes trans comme le souligne Serano. Sous cet angle, une femme trans dans un espace femmes non mixte est nécessairement minoritaire et minorisée dans le groupe cissexuel, comme une femme racialisée parmi des femmes blanches. La rhétorique de certaines féministes transphobes atteint ici son paroxysme; plutôt que de voir la situation minoritaire et l'état de vulnérabilité dans lesquels se trouve une femme trans parmi une majorité de femmes cissexuelles, comme une menace à sa sécurité et à son bien-être, les féministes qui excluent les femmes trans renversent l'argument et soutiennent que les femmes cissexuelles, majoritaires dans ces situations de non-mixité, sont en danger à cause d'une seule femme trans.

COMMENT FONDER DES ALLIANCES?

Les refus ou les résistances à inclure les femmes trans dans les espaces de femmes non mixtes sont fondés sur des stéréotypes, des préjugés, des généralisations, de la désinformation, et sur des privilèges cissexuels et cisgenres que détiennent les féministes majoritaires et desquels ne jouissent pas les femmes trans comme le note Serano. L'une des premières solutions qu'offre cette activiste est d'inviter les féministes cissexuelles à prendre conscience des privilèges qu'elles possèdent pour s'en départir et reconnaître le rôle qu'elles jouent dans les diverses oppressions et discriminations que

vivent les femmes trans dans nos sociétés et dans nos mouvements sociaux. Elles doivent ensuite adopter des attitudes d'alliées à l'égard des personnes trans, comme elles ont appris graduellement à le faire envers les femmes de divers horizons. Les féministes et les personnes transactivistes ne peuvent que sortir gagnantes d'une réelle collaboration puisque, comme le démontrent les analyses intersectionnelles depuis plusieurs années, il est impossible de penser les identités et les oppressions sans leurs profondes intersections et imbrications.

1. Voir : <http://www.etatsgenerauxdefeminisme.ca/>. Je remercie Alice Lepetit qui a répondu à mes questions au sujet de la place des femmes trans au sein des États généraux.
2. Emilia Lombardi et al., « Gender Violence: Transgender Experiences with Violence and Discrimination », *Journal of Homosexuality*, vol. 42, n° 1, 2001, p. 89-101; Rebecca L. Stotzer, « Violence Against Transgender People: A Review of United States Data », *Aggression and Violent Behavior*, vol. 14, n° 3, 2009, p. 170-179.
3. Kristen Clements-Nolle et al., « Attempted Suicide Among Transgender Persons: The Influence of Gender-Based Discrimination and Victimization », *Journal of Homosexuality*, vol. 51, n° 3, 2006, p. 53-69; Rebecca L. Stotzer, art. cit.
4. Kristen Clements-Nolle et al., art. cit.
5. Jeffrey Herbst et al., « Estimating HIV Prevalence and Risk Behaviors of Transgender Persons in the United States: A Systematic Review », *AIDS and Behavior*, vol. 12, n° 1, 2006, p. 1-17.
6. Christopher A. Shelley, *Transpeople: Repudiation, Trauma, Healing*, Toronto, University of Toronto Press, 2008.
7. Voir aussi sur le sujet les travaux de l'activiste Emi Koyama : <http://feminism.org/>. Emi Koyama, « Whose Feminism Is It Anyway? The Unspoken Racism of the Trans Inclusion Debate », dans Susan Stryker et Stephen Whittle (dir.), *The Transgender Studies Reader*, New York, Routledge, 2006, p. 698-705.

Quelles luttes pour les jeunes féministes?



PAR CATHERINE DUSSAULT FRENETTE

STATU QUO?
LE COMBAT INACHEVÉ DU FÉMINISME AU CANADA
de Karen Cho
Canada, Office national du film, 87 min.

ATTENTION FÉMINISTES!
de Rozenn Potin
Canada, Office national du film, 50 min.

« *Rise, RebELLES, rise* » (Debout, RebELLES, debout). Deux jeunes femmes, un tambour, un chant. Un appel à la résistance, une incantation. « *Rise, RebELLES, rise*. » À l'écran, des images d'une autre époque défilent, comme déterrées de la mémoire défaillante de l'Histoire :

des femmes qui réfléchissent, des femmes qui débattent, des femmes qui se lèvent. Ce sont les femmes de la Commission Bird, première et seule commission royale d'enquête sur la condition féminine au Canada, menée en 1967. Elles réclament, entre autres choses, le libre accès à

la contraception et à l'avortement, des salaires équivalents à ceux des hommes, des services de garde adéquats, de même qu'un statut égalitaire pour les femmes autochtones.

Winnipeg, 2011. Plus de 325 jeunes femmes se réunissent dans la capitale du Manitoba lors du 2^e Rassemblement pancanadien des jeunes féministes, organisé par le Mouvement RebELLES. Les scènes captées par la cinéaste canadienne Karen Cho se superposent à celles filmées quarante-trois ans plus tôt. L'enchaînement régulier des images fait se confondre les époques, évoquant par le fait même la continuité du mouvement qui, contrairement à ce que nous laissent entendre certains discours récents sur le rapport des jeunes femmes au féminisme, n'est pas éteint, pas plus qu'il ne s'est affaibli. Certes, le féminisme ne semble pas « avoir la cote » présentement parmi les jeunes femmes, comme l'indique Barbara Legault, responsable de la mobilisation à la Fédération des Femmes du Québec, dans le documentaire *Attention Féministes!* de Rozenn Potin (2011). Ces dernières hésiteraient de plus en plus à se dire féministes, comme s'il s'agissait là d'une posture irrémédiablement rattachée à un temps révolu, dépassé. À cet égard, la (très controversée) déclaration de Carla Bruni selon laquelle sa génération n'avait pas besoin du féminisme (Sarah Pinard, « Carla Bruni s'attire les foudres des féministes », *Le Figaro*, 28 novembre 2012) est symptomatique d'un présupposé largement répandu, lequel est soutenu par les dispositifs culturels de masse. Cette croyance tend toutefois à dissimuler la vivacité, de même que la diversité des nouveaux mouvements portés par les jeunes féministes. Au cours des dernières années, réseaux sociaux aidant, les initiatives féministes se sont multipliées au pays : Les Féministes, Filles d'action, Femen Québec, *Slutwalk* Toronto, NXRMAL et, bien entendu, RebELLES, sur lequel se concentre le documentaire de Karen Cho. De nouvelles plateformes se mettent en place afin de permettre à la présente génération féministe de s'extraire de la marge, où d'aucuns aimeraient pourtant les voir se replier¹, et d'occuper une place de choix au sein des débats sociaux.

Plus de quarante ans après la Commission Bird, que revendiquent les jeunes féministes regroupées dans les diverses associations canadiennes luttant pour l'égalité des femmes ? À l'écoute des documentaires *Statu Quo. Le combat inachevé du féminisme au Canada* de Cho (2013), et *Attention Féministes!* de Rozenn Potin (2011), le terme qui s'impose de lui-même à l'esprit pour qualifier cette lutte est, sans conteste, « plurielle ». Si les appels lancés par les protagonistes de ces deux documentaires sont trop nombreux pour être énumérés dans leur totalité, il me semble toutefois possible d'isoler deux grands axes en regard desquels se déclinent les combats actuels : la nécessité d'adopter une perspective intersectionnelle, de même que de s'affirmer contre toute assignation identitaire bigenrée et hétéronormée. Au cœur de cette bataille livrée au système patriarcal et à ses discriminations fondées sur le sexe et le genre, surgissent toutefois des obstacles à la fois matériels et symboliques, ce que démontrent les propos recueillis par les deux réalisatrices.

LE JEUNE FÉMINISME À L'INTERSECTION DES RAPPORTS DE SEXE, DE CLASSE, DE « RACE » ET D'ÂGE

Le film *Statu Quo* comprend trois volets distincts, bien qu'étroitement liés : la violence envers les femmes, le droit à l'avortement et la garde des enfants. Trois problématiques majeures dont la prolifération (la violence faite aux femmes) ou la restriction (le droit à l'avortement et les services de garde) font partie d'un vaste programme politique visant à empêcher les femmes d'accéder à l'égalité. Et dans cette alarmante campagne de sabotage des droits fondamentaux des Canadiennes, menée de front par les instances de pouvoir conservatrices et néolibérales en pleine ascension au pays depuis les trente dernières années, les femmes racialisées, de même que les femmes issues de milieux socio-économiques défavorisés sont, encore une fois, les plus touchées.

« En Amérique du Nord, une femme sur quatre sera agressée sexuellement au cours de sa vie. » Les mots sont plaqués sur l'écran noir, comme une sentence irréversible. Les plus à risque sont les jeunes femmes², dont la position sociale se situe au croisement des rapports de pouvoir liés, d'une part, au sexe, et, d'autre part, à l'âge. Voilà qui préoccupe les groupes féministes comme RebELLES, ce dont témoigne leur Manifeste³. Elles y réclament l'élimination de la violence faite aux femmes et particulièrement celle qui vise les filles et les femmes autochtones⁴. En effet, non seulement ces dernières sont davantage victimes de violence conjugale, mais elles représentent également des cibles de choix pour certains hommes blancs, notamment en raison de l'impunité qui caractérise présentement les cas de féminicides dans les populations autochtones⁴. Dans tous les cas, l'expression concrète de la violence, tout comme la simple intériorisation du *risque* de violence, induite par ce que les féministes américaines de la deuxième vague ont appelé la « *culture du viol* », fonctionne, pour toutes les femmes, comme un « rappel à l'ordre du genre », lequel assure la pérennisation du pouvoir masculin.

La violence systémique exercée à l'endroit des femmes montre bien que, contrairement à leurs homologues masculins, ces dernières ne sont toujours pas considérées comme des sujets autonomes — à plus forte raison lorsque leurs choix sexuels sont convoqués. La mainmise des hommes sur le corps des femmes s'exprime de ce fait également par le resserrement des droits reproductifs. Contrairement à ce que l'on voudrait bien croire, la question du libre accès à l'avortement n'est pas, au Canada, en 2013, chose du passé. Depuis la Décision Morgentaler en 1988, plus de quarante-quatre projets de loi anti-choix ont été déposés au Parlement. Hormis le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique, moins de cinq institutions par province canadienne offrent le service d'avortement. Aussi, si les débats actuels tendent à réduire la situation à l'affrontement entre les positions pro-vie et pro-choix, nombreuses sont les féministes de la nouvelle génération désirant recadrer cette problématique dans une perspective plus large de redéfinition du statut social des femmes et

particulièrement du *corps* des femmes. Les femmes ont été, historiquement, appropriées dans leur matérialité (voir Colette Guillaumin, « Pratique du pouvoir et idée de nature. L'appropriation des femmes », *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Côté-femme, 1992) : la résistance — le plus souvent masculine — au libre accès à l'avortement en fait foi. Il s'agit ainsi, pour plusieurs féministes, de dépasser cette dichotomisation fabriquée à même les sèmes discursifs utilisés pour en discuter et d'adopter le principe de « *justice reproductive* », syntagme permettant d'inclure l'ensemble des dispositions sociales, politiques et économiques des femmes qui choisissent de recourir à l'avortement. La prise en compte de la situation de chacune est une condition *sine qua non* à la résolution du problème, soutiennent-elles, puisque dans la majorité des provinces, la rareté des cliniques d'avortement, de même que les multiples conditions à remplir afin d'obtenir un remboursement de l'intervention par l'assurance maladie fait de l'avortement un privilège des femmes issues de classes socio-économiques favorisées.

Depuis 2006, année du premier mandat du gouvernement Harper, les politiques établies en matière de service de garde imposent un frein considérable à l'autonomie des Canadiennes, voire contribuent à mettre en place un système d'exploitation globale des plus démunies. S'il est possible, en 2013, pour une certaine classe de femmes — blanches et économiquement aisées — d'allier maternité et carrière professionnelle, il n'en va pas de même pour *toutes* les femmes. Le coût faramineux des services de garde au Canada anglais fait accroître de façon dramatique la dépendance économique, de même que la vulnérabilité des jeunes mères (monoparentales, provenant de groupes culturels minoritaires, et/ou d'une classe sociale défavorisée). Qui plus est, comme le met en évidence le documentaire de Cho, l'organisation structurée du récent Programme d'aides familiaux résidents, instauré afin de palier l'annulation du programme national de service de garde, ouvre la porte à l'exploitation domestique en permettant aux femmes les mieux placées dans la hiérarchie sociale de s'approprier les services de femmes récemment immigrées. Pendant ce temps, les conditions de vie de nombreuses mères se détériorent au fil des mois, les frais de garderie pouvant représenter jusqu'à 90 % de leur salaire. Dans ces circonstances, deux choix s'offrent à elles et contribuent à accroître leur dépendance économique : s'endetter, ou alors quitter le marché du travail.

La lutte pour obtenir des services de garde adéquats pour toutes les femmes représente ainsi un élément rassembleur pour la communauté des jeunes féministes, qui sont ou seront — tout dépendant de leur choix d'être mère ou pas — les premières concernées par ce recul qu'accuse le présent gouvernement à l'égard des droits fondamentaux des femmes.

REDÉFINIR LES CODES IDENTITAIRES GÉNÉRIQUES ET SEXUELS

En plus de poursuivre les luttes entamées par celles qui les ont précédées, les jeunes féministes doivent également veiller à déconstruire le mythe voulant que l'égalité entre les femmes

et les hommes soit atteinte. C'est contre ce présupposé commun que se positionnent les féministes que suit Rozenn Potin dans son documentaire *Attention Féministes!*. Considérant cette croyance répandue, il n'est pas étonnant que le féminisme recèle aujourd'hui une connotation péjorative ; se battre pour des droits soi-disant acquis revient, pour plusieurs, à s'identifier à un combat d'arrière-garde. Déployer en vain des efforts pour combattre un ennemi déjà vaincu : voilà ce qui semble être reproché aux jeunes féministes. Or, la réalité est tout autre, ce dont témoigne la courte analyse qui précède sur la dimension matérielle de l'oppression, dont l'objectif ultime est de garder les femmes « *à leur place* » ; une place où règnent en maîtres le silence, la docilité et la soumission.

Défiant ouvertement les lois de l'assignation identitaire générique, qui leur intiment de demeurer à cette place spécifique dont les contours sont définis par l'oppresseur, les jeunes féministes rencontrées par Potin s'affirment haut et fort, s'approprient l'espace public — en d'autres mots, elles se rebellent. Elles prennent ainsi le contrepied de tout discours essentialiste, et revendiquent le décloisonnement des catégories de sexe, de genre et de sexualité. Cette déconstruction de l'amalgame systématique de ces trois composantes de l'identité sexuée, établi par la pensée hétéronormée — alors qu'elles sont pourtant bien distinctes —, s'avère indispensable dans la mesure où cet alliage maintient la hiérarchie entre les hommes et les femmes en assignant à ces dernières le statut d'objet sexuel. Il s'agit donc de dénaturer les rapports de sexe, posés comme immuables. À cet égard, le travail à faire est encore, sans doute, colossal. De la marchandisation du corps des femmes au phénomène du *slut-shaming*, en passant par le machisme ordinaire et la réification du corps féminin par les industries publicitaires, il semble que l'ensemble des dispositifs sociaux concoure à garder les femmes dans cette position du sexe « approprié ». De cette volonté d'outrepasser les limites de genre qui restreignent la portée d'action des femmes naissent diverses initiatives culturelles, telles que le projet de revue *Authentik*, fait par et pour les jeunes filles — alternative nécessaire aux représentations dominantes véhiculées dans les magazines féminins à grand tirage. Cette démarche se trouve également au cœur du travail de jeunes artistes féministes, qui cherchent à diversifier les modèles relayés par les médias commerciaux et à donner de la visibilité — et, par le fait même, de la légitimité — aux identités saisies comme « troubles » au prisme du système binaire hétéronormatif. C'est l'objectif que poursuit, entre autres, Coco Riot, à qui est accordée une place particulière dans *Attention Féministes!*.

Enfin, si la libération des filles et des femmes passe par la redéfinition des codes de genres normatifs, il convient de réfléchir au rôle traditionnel que les hommes se doivent d'assumer. Or, il semble que ces derniers soient de plus en plus nombreux à refuser le statut de dominant qui leur est attribué par les schèmes de pensée patriarcaux. Ce sont les mêmes qui, depuis quelques années, se joignent au mouvement aux côtés de leurs consœurs. L'objectif ici n'étant pas de déterminer si la « mixisation » du mouvement est favorable ou non, je me contenterai de nommer ce phénomène, tout en relevant le caractère inclusif de certains groupes de

jeunes militantes qui, par ailleurs, ouvrent grandes leurs portes aux personnes transgenres, transsexuelles, intersexuées, de même qu'aux femmes altérisées (immigrantes, travailleuses du sexe).

Plus de quarante ans après la Commission Bird, point de départ du documentaire *Statu Quo*, les jeunes féministes militantes sont appelées à faire le point. Nous connaissons les gains qu'ont permis les différents mouvements féministes qui se sont succédé ou qui ont coexisté au cours des dernières décennies au Canada. Il semble toutefois que certains acquis soient encore bien fragiles. Les jeunes féministes demeurent attentives aux reculs qu'accusent actuellement les droits fondamentaux des femmes. L'appel qu'elles lancent est clair : « *Rise, RebELLEs, rise.* » Ce que nous avons conquis de haute

lutte en un siècle peut nous être retiré plus facilement qu'il n'y paraît si nous n'y prenons garde. ⊥

1. En témoignent les réactions anti-féministes qui se multiplient dans les dernières années à mesure que les féministes s'expriment ouvertement sur les problématiques qui concernent la condition des femmes (Francis Dupuis-Déri, *Quand l'antiféminisme cible les féministes. Actions, attaques et violences contre le mouvement des femmes*, Montréal, L'É des centres de femmes du Québec, 2013).
2. <http://www.cfc-swc.gc.ca/rc-cr/pub/violence-canada-fra.pdf>
3. <http://rebelles.org/wp-content/uploads/2013/06/Manifesto-Manifeste-bilingual-version-2.pdf>
4. Notons à cet effet que le gouvernement Harper a annoncé récemment qu'il n'ouvrirait pas d'enquête publique sur le cas des 600 filles et femmes autochtones assassinées ou portées disparues, contrairement à ce qui avait été recommandé par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Voir : Manon Cornéliier, « Qu'elles attendent », *Le Devoir*, 21 septembre 2013 (en ligne : <http://www.ledevenir.com/politique/canada/388044/qu-elles-attendent>).

Ces femmes-machines de guerre



PAR LAURENCE PELLETIER

INCH'ALLAH
d'Anaïs Barbeau-Lavalette
Québec, 101 min.

REBELLE
de Kim Nguyen
Québec, 90 min.

Le visage des guerres modernes, qui nous hante depuis le début du XXI^e siècle, est celui des femmes : des femmes qui torturent, des femmes qui tuent. C'est ce qu'affirme Kelly Oliver dans son article « *Women: The Secret Weapon of Modern Warfare* ». En invoquant les attentats-suicides exécutés par des femmes palestiniennes, la capture et le secours de la soldate Jessica Lynch ou encore les images choquantes de séances de torture perpétrées par les soldates Lynndie England et Sabrina Harman à la prison d'Abu Ghraib, Oliver veut envisager les femmes, leur corps, leur sexualité ou encore leur image médiatisée comme les armes des guerres modernes.

Inch'Allah, d'Anaïs Barbeau-Lavalette, et *Rebelle*, de Kim Nguyen, nous montrent les visages des guerres modernes, ces visages de femmes, des femmes soldates, des femmes médecins, des femmes kamikazes, mères, filles, conjointes,

amies. Le réalisateur et la réalisatrice en ont fait les protagonistes de leur film. Ce choix n'est pas anodin et en reliant ces deux films, en les superposant, je veux ouvrir un espace de réflexion sur le rôle accordé aux femmes dans le contexte de la représentation des conflits armés. En suivant l'intuition de Kelly Oliver, j'aimerais penser les femmes de *Inch'Allah* et de *Rebelle* comme des machines de guerre. Dans les deux cas, nous sommes en présence de corps, des corps investis politiquement et dont la mobilité est définie par l'espace circonscrit par l'état de guerre. Ces corps y circulent, obéissent (ou pas) au trajet suggéré par ces espaces. Se crée alors, à l'intérieur des deux longs-métrages, quelque chose comme une topographie féminine : par la mise en mouvement de leurs corps, les protagonistes de *Inch'Allah* et de *Rebelle* deviennent des machines de guerre et par leurs déplacements, elles représentent et configurent tantôt l'oppression du régime de guerre, tantôt la résistance à ce dernier.